

Impressions d'un voyage en URSS [suite]

Autor(en): **Hartmann, Georges**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **53 (1961)**

Heft 10

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385214>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

revêtir une signification nouvelle en s'insérant dans le cadre d'un effort concerté en vue de relever la productivité.

Pour terminer, citons une fois de plus l'ouvrage déjà mentionné, *Les Migrations internationales*:

« En Suisse, il apparaît, en dépit d'un accroissement constant de son effectif, que la main-d'œuvre étrangère a fait preuve d'une assez grande instabilité, et cela même si l'on ne tient compte que des activités pour lesquelles sont délivrés des permis de travail permanents. »

Il importe donc de connaître toutes les questions d'ordre social, économique et psychologique qu'ont à résoudre les travailleurs espagnols en Suisse, d'où la nécessité d'effectuer une enquête à ce sujet.

Impressions d'un voyage en URSS

Par *Georges Hartmann*

(*Suite **)

Il faudrait être invité à manger dans une famille russe pour juger du niveau de l'alimentation familiale à Moscou. Il paraît que cette occasion se présente très rarement. En revanche, dans les restaurants des grands hôtels, d'ailleurs toujours pleins et où l'on doit quelquefois se mettre dans la file pour attendre une place libre, les repas à menus fixes et à la carte sont variés, suffisants, mais très chers pour nous au cours du change actuel. Le pain blanc et le pain bis, toujours à discrétion, ont un bon goût. Il faut compter, pour un repas normal équivalent à 7 fr. suisses, la somme de 14 roubles au minimum sans la boisson. Une bière coûte 33 kopecks, soit quarante minutes de travail.

Note de l'auteur. D'après la *Pravda* du 30 juillet 1961, le nouveau programme communiste soviétique prévoit qu'en 1980 tout citoyen soviétique aurait droit gratuitement au logement, à la nourriture et aux services publics.

On dit que les produits alimentaires sont rares: pour m'en rendre compte, j'ai fréquenté des magasins; j'y ai vu vendre sans ticket de rationnement de la farine, des produits de boulangerie et de confiserie (tous identiques, standardisés et de la même forme), de la viande, assez rare et chère, cinq ou six sortes de boîtes de conserve de poisson, des pâtes alimentaires, du yaourt, du lait. La publicité étant presque nulle, les emballages de produits se réduisent à tout ce qu'il y a de plus simple. La crainte de ne pas retrouver le lendemain ce qu'il y a le jour même et surtout le manque de vendeuses

* Le début de cet article, ainsi que les notes bibliographiques, ont paru dans le numéro 9 de septembre. Les lecteurs sont priés de s'y référer.

et de vendeurs provoquent peut-être ces files d'attente de consommateurs devant et à l'intérieur des magasins. J'ai suivi ces files pour acheter une brioche, une pâtisserie, qui n'atteignaient pas la finesse à laquelle nous sommes habitués. Partout régnait cependant une discipline parfaite des consommateurs.

A Moscou, à cette saison, les légumes et les fruits sont rares. Les bananes sont introuvables. On peut acheter des pommes et des oranges au prix de 22 kopecks la pièce. Le kilo revient ainsi à 1,5-2 roubles, soit l'équivalent de salaire d'une demi-journée d'ouvrier, ce qui est très cher. La même comparaison vaut pour les concombres et la salade. Un citron coûte 42 kopecks, soit le double. La viande est assez chère. En revanche, on vend partout des fruits séchés. On peut acheter pour 3 kopecks une espèce de sirop de fruits qu'une femme vend assise avec son livre en main devant une charrette-citerne. La bière est bonne, mais l'ouvrier moyen doit travailler quarante minutes pour la payer, tandis que l'ouvrier moyen en Suisse doit y consacrer vingt minutes seulement. Une boîte de conserve de poisson coûte 1,5 rouble (trois heures de travail).

Le chef de l'Etat lui-même a relevé le 18 janvier 1961 que, avec le pouvoir d'achat de la population croissante, la demande de viande, de lait, de graisse et d'autres produits alimentaires n'était pas entièrement satisfaite et que l'agriculture restait en retard sur la croissance rapide de l'industrie et de la demande des consommateurs. Cette situation a évidemment une influence sur la quantité et la variété des denrées alimentaires. A cet égard, il me revient à l'esprit une explication d'Alfred Sauvy qui disait déjà il y a quelques années que les difficultés alimentaires de l'Est s'expliqueraient moins par le sabotage et l'accaparement que par la rétention naturelle de produits par des paysans qui se nourrissent mieux qu'auparavant. Est-ce peut-être cela qui a fait dire à Cartier⁷ que la société de ce système n'est pas séduisante pour un Occidental. Nous sommes en effet vraiment gâtés par la variété et la qualité, par la présentation et le détail de tous nos produits.

L'inégalité des revenus permet à un certain nombre de travailleurs de se constituer des épargnes. Un décret du 7 mai 1960 organise la suppression progressive jusqu'en 1965 de l'impôt sur le revenu des ouvriers² et des employés². Le travailleur qui est à même d'économiser une certaine somme sur son salaire peut la placer dans une caisse d'épargne moyennant un taux d'intérêt qui a baissé de 3% en 1960 à 2% en 1961. A la fin de 1960, les dépôts d'épargne se montaient à 11 milliards de nouveaux roubles pour 52 millions d'épargnants, soit un quart de la population, c'est-à-dire en moyenne 50 roubles par habitant (en Suisse: 3600 fr. par habitant). Il n'est pas rare de voir dans les restaurants des grands hôtels des convives, même très jeunes et en bonne compagnie, consacrer un excédent de pouvoir d'achat à de

la vodka, du caviar, du poulet-tabac à l'arménienne, c'est-à-dire qui a été aplati et rôti entre deux grosses pierres brûlantes, et arrosé de vin de Géorgie ou de Crimée.

Constatation étonnante, la vente à crédit, forme d'achat très utilisée aux Etats-Unis et en Europe, est aussi pratiquée en URSS, mais toutefois avec des correctifs très heureux: les achats ne peuvent porter que sur certains objets, doivent être payés au maximum en douze mois, en déduction du salaire par voie comptable, sans intérêt ni frais de commission, le premier versement devant atteindre 10% du prix. A la fin de 1960, les ventes à crédit atteignaient 2 milliards de nouveaux roubles, soit un cinquième de l'épargne globale.

En Occident, où le niveau de vie est plus élevé qu'en Russie, chaque individu doit prélever lui-même sur son revenu les cotisations d'assurances pour se prémunir contre tous les risques d'accidents, de maladie, d'infirmité, de vieillesse. Comme en Suède et en Grande-Bretagne, les services médicaux sont gratuits en URSS: ambulance, consultation médicale, hospitalisation, séjours de convalescence, opération chirurgicale, soins spéciaux, produits pharmaceutiques prescrits par ordonnance médicale, appareils de guérison, prothèses (sauf les métaux précieux). Je puis affirmer, pour l'avoir vérifié, que les soins donnés à la polyclinique dentaire sont gratuits, avec ou sans rendez-vous préalable et même sans attente prolongée, toutefois avec des instruments qui pourraient évidemment être plus modernes et dont aucun de nos dentistes se contenterait. On voit chaque année s'accroître la fraction du produit social collectif de l'URSS en plus du salaire sous forme d'avantages sociaux: de 230 milliards en 1959 (1100 roubles par habitant), ils devront atteindre 345 milliards en 1965, soit encore 50% de plus².

Il n'y a aucun doute que le niveau de vie de la population russe s'élève d'une façon continue. Aux dires d'observateurs occidentaux qui suivent l'évolution des prix, la constatation la plus frappante est la part lentement mais régulièrement décroissante des dépenses d'alimentation dans les budgets familiaux. Même dans la catégorie des cadres supérieurs de l'industrie, la fraction des budgets familiaux consacrés à l'alimentation s'élèverait à 45%, selon Cartier. Mais ce dernier oublie que, comparativement, la proportion de la part alimentaire de 30% environ dans le budget du ménage moyen suisse, par exemple, s'élèverait en réalité même à plus de 50% si le budget était aussi diminué, comme c'est le cas en URSS, des rubriques assurances, hygiène, instruction, impôts, etc.

Ceux qui ont vu, à la fin de la dernière guerre, l'habillement des Moscovites, même aisés, sont seuls à pouvoir comprendre le progrès réalisé depuis. Certes, ce qui frappe aujourd'hui l'étranger, c'est surtout la longueur, l'ampleur et la lourdeur des vêtements, tant masculins que féminins, qui, on l'oublie trop, sont confectionnés pour supporter un climat rude. Casquettes prolétariennes et cha-

peaux mous à haute calotte contrastent avec les pantalons aux canons déjà rétrécis de certains jeunes. La plupart des femmes russes portent des chaussures à talon plat et rarement un sac à main. Presque chacun est muni d'un sac à provisions pour un achat imprévu. La femme russe moyenne est déféminisée: ses vêtements, manteaux, chaussures, bas sont fonctionnels et sans aucune élégance.

Un complet d'homme vaut 90 à 100 roubles, soit en moyenne un mois de travail, une paire de souliers environ une semaine de paie^{6, 7, 9}. Par contre, un microsillon ne coûte que 70 kopecks à 1 rouble, soit le prix d'une heure à une heure et demie de travail. En Suisse, un plus grand nombre d'heures de travail de l'ouvrier moyen sont nécessaires pour acheter un microsillon de même qualité. Pour les spectacles, au théâtre, au concert, où le snobisme est absent et la simplicité de rigueur, de bonnes places coûtent environ 2 roubles (quatre heures de travail), et lorsque la salle n'est pas complète, ce sont les places les plus chères qui sont louées.

Bien que les transports publics et notamment le métro, qui est aussi confortable que celui de Londres, soient très bon marché (prix unique de 5 kopecks), ce qui équivaut au salaire de sept minutes de travail, un journaliste suisse affirme qu'un cinquième des passagers resquille! Je ne l'ai pas remarqué. Au Goum, un vélomoteur s'achète 100 roubles, soit l'équivalent de la paie mensuelle d'un ouvrier; une mobilette « Toula » vaut déjà six mois de salaire, une « Moskvitch » 2500 roubles et une auto « Volga » 4000 roubles.

En 1956, J. Ehret signalait que le marché libre du travail n'existait pas, où l'ouvrier pouvait choisir son métier et l'endroit où l'exercer. Il ne pouvait choisir non plus ni son lieu de domicile ni son logement. Le droit de grève lui était refusé, car faire grève signifie se révolter contre l'Etat¹. Je ne sais pas si cet état de choses subsiste encore complètement aujourd'hui.

En URSS, on doit se contenter de vivre de son seul revenu du travail, sauf en cas de maladie, d'infirmité ou de vieillesse, où la subsistance est assurée par la collectivité. Il est certain que l'on ne peut pas, comme en Europe ou aux États-Unis, se constituer des revenus contraires à la morale sociale, c'est-à-dire sans rapport avec les services rendus: je pense en particulier à la spéculation mobilière et immobilière! La hiérarchie des salaires est établie en fonction des mérites et des besoins. C'est à ce prix-là, disait fort justement C.-F. Ducommun, que la répartition des revenus dans les pays soviétiques apparaît aux masses comme plus juste que chez nous, alors même que les différences de salaires y sont considérables¹⁰. Il est vrai qu'au XVII^e siècle Colbert gagnait par an cinq cents fois le salaire moyen du manœuvre! Les salaires mensuels semblent s'étaler, suivant les catégories professionnelles, entre 900 et 700 roubles (académicien, général de division, directeur d'usine) et entre 80 et 40 roubles (balayeur de rues, emballer,

vendeur dans un petit magasin); le minimum vital est fixé entre 27 et 35 roubles suivant les régions et la rente de vieillesse entre 30 et 40 roubles. Il s'agit donc d'un éventail de salaires extrêmement ouvert puisqu'il se fonde sur un écart d'environ 1 à 30. Mais une grande partie des travailleurs appartiennent à la catégorie moyenne des 100 roubles par mois. Par exemple, une domestique à l'ambassade de Suisse gagne 120 roubles par mois, plus le paiement des heures supplémentaires, l'habillement de travail, les bas, les chaussures et un manteau par an.

Nous avons aussi nos capitalistes, me déclarait en anglais un étudiant russe: les mieux payés sont les travailleurs dans les mines, les ingénieurs et les ouvriers, qui peuvent ainsi posséder chacun une « datcha » (villa) et une automobile. Si cela est vrai, on voit immédiatement qu'un système économique, quel qu'il soit, est assujéti aux mêmes lois de l'utilité et qu'il doit recourir à certaines formes de primes dans des industries-clef dont dépend toute l'activité du pays.

Certaines constatations paradoxales dans l'éventail russe des salaires ne sont pas moins édifiantes que celles des salaires payés par semaine, par exemple, aux Etats-Unis, à Cap Canaveral⁶, où les apprentis électriciens gagneraient 3000 fr., les électriciens 2050 fr., les liftiers 1500 fr., les conducteurs de camions 1350 fr., les ouvriers non qualifiés 1250 fr. et les employés de bureau 1100 fr. Un contre-maître recevrait plus que les ingénieurs-chefs et les officiers supérieurs. Les lois de l'utilité de l'offre et de la demande et du moment sont valables partout!

Note de l'auteur. Selon la *Pravda* du 8 août 1961, les ouvriers et techniciens soviétiques auraient proposé de rétablir la journée de huit heures pour répondre à la demande de coopération et de vigilance du chef d'Etat.

En 1958, 18 millions de personnes pensionnées ont reçu 35,5 roubles par mois (50 roubles dans les villes et 45 roubles dans les campagnes)². Mais on compte cependant voir l'éventail des salaires se rétrécir et le salaire minimum vital s'élever graduellement entre 1963 et 1966 de 27-35 roubles à 50-60 roubles et les retraites de vieillesse de 30-40 roubles à 45-50 roubles¹³.

Note de l'auteur. D'après la *Pravda* du 30 juillet 1961, le nouveau programme communiste soviétique prévoit qu'en 1980 un salaire plafond unique de l'ordre de 600 roubles serait probablement fixé.

12. La durée du travail

En ce qui concerne la durée du travail, elle est en général de 7 heures pendant cinq jours et de 5 à 6 heures le sixième jour; mais, au lieu de 41 heures, les téléphonistes, par exemple, ne travaillent que 36 heures par semaine. Les vacances annuelles sont accordées non selon l'âge, mais selon la qualification: les ingénieurs

et les techniciens ont un mois de vacances, les ouvriers qualifiés et les ouvriers ayant un travail pénible trois semaines, les ouvriers non qualifiés, qui sont la majorité, deux semaines. Ainsi, un facteur de 3^e classe et un ouvrier non qualifié de 59 ans bénéficient de moins de vacances qu'un jeune technicien de 25 ans. En outre, pour les femmes, le congé de maternité varie de 112 à 126 jours (45 jours dans les fabriques suisses), plus un congé supplémentaire libre mais non rétribué de trois mois au maximum³ (15 jours en Suisse). Mais on envisage la réduction graduelle du travail à partir de 1964, afin de réaliser le régime de la semaine de 35 heures à 30 heures entre les années 1966 et 1968. On se propose également d'adopter la semaine de cinq jours, laissant chaque semaine deux jours non ouvrables, ce qui permettra aux gens de consacrer plus de temps à leur instruction, au repos et à l'éducation de leurs enfants. Le passage à la journée de travail plus courte devra s'effectuer sans diminution de salaire.

Quant à la mise à la retraite, elle est fixée théoriquement à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes ou à 50 ans si elles ont élevé au moins cinq enfants jusqu'à l'âge de 8 ans^{4, 12}.

Note de l'auteur. D'après la *Pravda* du 30 juillet 1961, le nouveau programme communiste soviétique prévoit qu'en 1970 la semaine de 36 heures serait généralisée.

13. Les conditions de travail de la femme russe

Si la relative faiblesse musculaire de la femme reste une vérité révélée, les postes de travail qui exigent une grande dépense de force sont dans tous les pays de plus en plus remplacés par les machines et le nombre de tâches qui restent interdites à la femme diminue petit à petit. Aujourd'hui, l'étude des profils de tâches, les épreuves psychotechniques amènent à constater l'aptitude de la femme à un nombre grandissant de tâches, voire à lui découvrir pour certaines une vocation privilégiée. Cependant, il faut reconnaître que malgré cela, dans nos économies de marché, les chances de rentabilité des jeunes filles formées par des écoles supérieures et scientifiques sont inférieures à celles des garçons, parce que l'entrepreneur a tendance à penser que s'il embauche une jeune fille ingénieur, architecte, physicienne, chimiste, etc., les sacrifices qu'il aura engagés pour qu'elle soit « rentable » du point de vue de l'entreprise seront perdus à l'heure du mariage. Ceci ne se présente pas en URSS qui demande à tous et à toutes du travail pour l'effort collectif engagé. La féminité sacrifiée pendant quarante ans commence toutefois à y reprendre sa revanche. Dans son discours du XXI^e congrès, M. Khrouchtchev a précisé qu'il fallait créer des conditions qui permettent à toutes les femmes d'exercer plus largement leurs droits et de se livrer à une activité productrice.

On sait que la population suisse comprend 52% de femmes, c'est-à-dire 16% qui exercent une profession intellectuelle ou manuelle, 24% qui sont occupées par les travaux du ménage (1 million de femmes) et 12% qui sont encore sur les bancs de l'école ou qui sont âgées. Or, en URSS, une constatation curieuse est celle de la proportion des femmes dans la population active. Alors qu'il y a pour cent hommes 124 femmes en République démocratique allemande, 115 en Autriche, 113 en République fédérale allemande, 108 en France, en Angleterre et en Suisse, il y en a 122 en URSS. Bien plus, 63% de la population est âgée de plus de 20 ans, soit 58% chez les hommes et 67% chez les femmes: pour cent hommes, il y a 115 femmes entre 20 et 39 ans, 168 entre 40 et 59 ans et 198 au-dessus de 60 ans. Ces deux derniers chiffres extrêmement élevés et plus élevés que dans tous les autres pays aussi touchés par la guerre sont dus aux grandes pertes d'hommes subies par l'URSS au cours des première et deuxième guerres mondiales.

Les gens mariés ne portent pas d'alliance. On voit quelques bagues chez les femmes. En revanche, le rouge à lèvres et le vernis à ongle sont utilisés même avec exagération depuis que le chef de l'Etat a permis à la femme russe d'extérioriser son besoin de coquetterie.

L'émancipation de la femme russe et sa position dans l'économie sont mieux assurées que dans certains autres pays européens. Autrefois, les études secondaires et supérieures étaient payantes. Et contrairement à la situation déplorable et discriminatoire qui leur était imposée sous l'ancien régime, les femmes russes se sont vues accorder des droits égaux à ceux de l'homme en matière d'instruction générale (scolarité primaire de huit ans), d'études secondaires (même combinées avec l'exercice d'un emploi), de formation professionnelle, de sécurité sociale, de rémunération (à travail égal, à quantité et qualité égales – salaire égal et primes égales) ⁴.

Un des traits de la société communiste, que ce soit en URSS, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en République démocratique allemande, est la condition sociale de la femme. L'image commune qui se présente aux yeux des étrangers est celle de femmes piochant le ballast des voies ferrées, de femmes maçons travaillant sur les échafaudages (d'ailleurs toujours pourvus de ballustrades), de femmes balayeuses de rues, de femmes employées dans les services publics, etc. On y trouve plus fréquemment qu'en Europe, mais autant qu'aux Etats-Unis, des femmes travaillant dans ces secteurs.

En 1956, 45% de la population occupée dans des activités industrielles étaient des femmes. Les proportions constatées en Occident, 35% en France, 36% aux Etats-Unis, 34% en République fédérale allemande, 31 % en Grande Bretagne, ne s'en éloignent d'ailleurs pas beaucoup et sont toutes en hausse par suite de la pénurie croissante de main-d'œuvre masculine ³. En 1958, l'effectif féminin de la main-d'œuvre totale des 131 millions de travailleurs russes attei-

gnait les proportions suivantes dans les autres secteurs: agriculture 29%; construction 30%; transports 32%; administration 51%; commerce 66%; instruction 67%; santé 85%.

Même le Soviet suprême de l'URSS comprend 366 femmes, soit 26,4% des élus, et les Conseils des républiques fédéralistes et des républiques autonomes en ont également plus de 30%. En outre, plus de 53% des personnes ayant reçu une instruction supérieure sont des femmes: 75% parmi les médecins, 66% du corps enseignant⁴, près de 60% parmi les économistes, les statisticiens et les membres des professions commerciales, 36% dans le travail scientifique, 32% parmi les juristes.

14. La croissance de la vie économique

On sait que dans les régions septentrionales de l'Europe le rendement agricole à l'hectare est encore insuffisant et que la révolution technique de l'agriculture commence à peine (engrais chimiques, meilleures semences, lutte contre les maladies des plantes et des bêtes, progrès de l'alimentation et de l'élevage du bétail, services scientifiques aux agriculteurs). Mais personne n'ignore non plus, au fur et à mesure du développement de la mécanisation agricole et de l'exode de la main-d'œuvre paysanne vers les centres industriels, que la proportion de la population active agricole diminue et celle de la population active industrielle augmente. C'est ce qui se produit aussi en URSS. Chaque année, les résultats économiques (sauf cette année pour l'agriculture) dépassent les normes fixées par le plan. De 1950 à 1959, le produit national par habitant a doublé. De 1959 à 1960 (144 milliards de roubles), le revenu national global a augmenté de 8% au lieu des 7,4% prévus par le plan, et les revenus réels des travailleurs se sont accrus de 5%. La production des biens de production a augmenté de 1959 à 1960 de 11% au lieu de 8,8% selon le plan et la production de biens de consommation de 7% au lieu de 6,4%. Les surfaces habitables se sont accrues de 9% avec 3 millions de nouveaux logements. L'Etat a effectué 20% d'investissements supplémentaires dans les constructions de caractère public¹⁷.

Si la production de machines à laver, de réfrigérateurs, d'appareils de radio et de télévision par mille habitants reste encore très inférieure à celle des Etats-Unis ou des dix-sept pays de l'Europe occidentale (OCDE), en revanche l'URSS est en train de faire un saut énorme dans la production de l'énergie. Des cinq centrales nucléaires qui devront être achevées jusqu'en 1965, la première fonctionne déjà depuis 1958. La production d'énergie par habitant (en combustible standard) suit l'évolution suivante¹³:

	1951	1958	1965 (plan)
OCDE	2,07	2,14	2,22
URSS	1,87	3,12	4,68

Le gouvernement soviétique s'était efforcé dès ses débuts d'atteindre des objectifs qui devaient favoriser la dispersion géographique de l'industrie, le premier étant d'élever le niveau de vie des populations dans les régions que caractérisait, au moment de la révolution de 1917, une économie arriérée, agraire ou nomade, et le second consistant à industrialiser des collectivités semi-féodales ou paysannes de façon à les transformer en centres industriels et prolétaires. En troisième lieu, on voulait éviter les inconvénients du capitalisme relevés par Lénine. Les successeurs de Staline ont inauguré une nouvelle politique, voulant augmenter la productivité des travailleurs, produire un plus grand nombre de biens de consommation ¹¹.

Or, dans son programme énoncé à la session jubilaire du 6 novembre 1957, le Soviet suprême a justement précisé le but fixé pour 1970: « Atteindre le premier rang parmi tous les pays du monde, à la fois pour la production en chiffres absolus et pour la production par habitant, ce qui donnera à l'Union soviétique le niveau de vie le plus élevé du monde... ce qui lui permettra de sortir vainqueur de l'émulation pacifique qui l'oppose aux pays capitalistes ¹³. »

En effet, nous dit l'académicien russe Stroumiline ³³, pour édifier le communisme dans un seul pays, la première phase est de nature économique: rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés. Pour entrer dans la seconde phase du communisme, il faut à tout prix résoudre le problème de l'abondance.

Sur le plan de l'économie générale et de la production industrielle, d'après la récente étude de Wagenführ ¹⁸, c'est en 1938 que l'URSS s'est déjà placée au 4^e rang dans l'ordre hiérarchique des grands pays industriels, après les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Depuis 1950, l'URSS a atteint le 2^e rang après les Etats-Unis. Sous réserve d'impératifs politiques ou économiques encore inconnus, on peut dire, sur la base des documents publiés dont on dispose, que la production industrielle soviétique totale de 1956 atteignait globalement (valeur absolue) environ 50% de celle des Etats-Unis et 42% par tête d'habitant, suivant ainsi le développement de la production américaine avec un décalage d'une dizaine d'années environ.

D'après les calculs de Seaton, de Roos et de Wagenführ, compte tenu d'un facteur de productivité de 40% seulement, le rapport devrait passer de 50% à 75% (indices nets) ou à 100% (indices bruts) en 1972, si la production américaine augmentait pendant le même temps de 65% (valeur absolue), les indices par tête d'habitant étant de 85% (bruts) et 63% (nets), et la réalité devant se situer entre ces deux ordres de grandeur. On voit qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité de croissance économique de l'URSS.

Le développement économique de l'Union soviétique au cours de l'exécution des premiers plans à long terme a été grandement facilité par le fait que des réserves de main-d'œuvre jusqu'alors inutilisées ont pu être intégrées peu à peu à la vie économique grâce à la création progressive de nouveaux emplois et à de vastes programmes d'enseignement et de formation professionnelle ¹³.

Dans les directives concernant le dernier plan septennal 1958-1965 à la préparation est à la mise au point duquel 70 millions de personnes, soit un tiers de la population, ont coopéré, on lit que « le Parti communiste attache une importance primordiale aux circuits les plus efficaces d'investissement du capital qui contribueront le mieux, au moindre coût et dans le temps le plus court, à accroître régulièrement la capacité de production et la production industrielle en relevant la productivité du travail et en réduisant les prix de revient ». Le souci du rendement du capital pénètre dans la sphère micro-économique grâce à l'adoption du rapport du capital/production comme l'un des indicateurs de la rentabilité relative des entreprises d'une même branche de production ¹³. Or, on peut constater qu'entre les trois grands groupes de pays industriels, proportionnellement à son revenu national, l'URSS investissait déjà en 1955 plus que les autres:

	Par habitant, en dollars		
	OCDE	Etats-Unis	URSS
Revenu national brut . . .	763	2400	550
Investissement brut . . .	141	405	109
Investissement en pour-cent du revenu national brut .	18,4%	16,9%	20,0%

Dans son livre *Pilote de Guerre*, l'écrivain Saint-Exupéry écrivait que « rien n'est au point. Notre monde est fait de rouages qui ne s'ajustent pas les uns aux autres. Ce ne sont point les matériaux qui sont en cause, mais l'horloger. L'horloger manque. » En effet, depuis 1945, quatre récessions ont entraîné pour l'économie occidentale plus ou moins de pertes de production, de bénéfices, d'impôts suivant les pays. Or, dans une conférence du 9 mai 1961, Masnata, directeur de l'OSEC à Lausanne, signalait que s'il ne peut, en fonction du plan, y avoir en URSS de fluctuations économiques, il y a cependant aussi des mouvements qui se traduisent, avec des intervalles de trois, quatre ou cinq ans, par des réorganisations de l'économie ou des réformes monétaires, ces changements n'étant rien d'autre qu'une adaptation nécessaire de l'économie.

Si le chef d'entreprise n'a ni le souci de la recherche des débouchés parce que ceux-ci sont prévus par le plan, ni celui de la course entre concurrents parce que l'émulation, les primes stimulatrices et l'affichage au tableau d'honneur y suppléent, il a cependant le devoir d'atteindre un certain niveau de rentabilité de son entreprise. En cas de bénéfices, un impôt d'Etat de 96% est prélevé pour

aider au financement d'autres entreprises qui ne peuvent recourir à l'autofinancement, le solde de 4% servant au propre financement de l'entreprise. Un impôt sur le chiffre d'affaires est perçu même sur les productions non rentables. Dans sa conférence, Masnata observait qu'on pouvait admirer la superorganisation des Conseils régionaux d'organisation qui font exécuter le contrôle du plan au niveau des entreprises en ce qui concerne à la fois le financement, la formation du coût de production, les prix de gros et de détail. En effet, les pouvoirs de prévision et de décision qui étaient centralisés à Moscou ⁴² ont été transmis en 1957 à 104 Conseils régionaux de l'économie nationale (sovnarkhoz), chargés d'organiser la production et de rationaliser les échanges de toutes les entreprises placées dans leur rayon d'action; en revanche, ces conseils ne déterminent ni le montant des investissements ni le niveau des prix.

S'il y a en Union soviétique des prix et une monnaie, ces catégories économiques n'ont rien de commun avec les nôtres. Les prix ne résultent pas du fonctionnement du marché, mais de décisions des autorités: les prix, comme tous les éléments de la vie économique, sont planifiés en fonction du volume de la production possible et des nécessités de l'accumulation du capital. Moyen de mesure de la valeur ou instrument de calcul du travail social dépensé à la production de la marchandise, instrument des échanges et servant à la répartition planifiée du produit social ou forme d'utilisation de l'intéressement matériel, personnel et collectif dans le développement de la production, moyen d'épargne et d'accumulation (investissement) grâce à la marge d'autofinancement incluse dans les prix de vente, enfin moyen de comptabilisation et de contrôle de l'activité économique et de l'exécution du plan, la monnaie remplit en URSS un rôle majeur comme outil de planification. Et l'opération monétaire du 1^{er} janvier 1961 (1 rouble = 1,11 dollar au lieu de 0,25 dollar), qui a dû servir probablement de prétexte à une remise en ordre intérieure, peut s'analyser comme une dévaluation de la valeur du rouble ou d'une réévaluation des devises capitalistes ¹⁹.

15. L'accroissement des investissements dans les industries de biens de production

Mais tout cela n'a pas empêché la *Pravda* (16/17 juillet 1960) de donner un compte rendu de la session plénière de juillet du Comité central du Parti communiste: après avoir enregistré les succès atteints dans le cadre du plan septennal de production, le Comité central a examiné la liste des points faibles dans le fonctionnement de l'économie soviétique, notamment l'utilisation encore insuffisante des ressources et des possibilités offertes par le progrès technique, l'abaissement trop lent des prix de revient et des prix de gros, la stagnation de la qualité, la répartition irrationnelle de la main-d'œuvre, l'irrégularité du rythme de la production.

« Pas de progrès social sans progrès économique, pas de progrès économique sans progrès technique, pas de progrès technique sans investissements » (Fourastié). L'histoire économique et l'évolution des pays industriels ont confirmé la valeur et l'exactitude de cette formule.

Le congrès des savants qui s'est tenu en juin 1961 au Kremlin ⁴⁰, de même que la décision publiée le 16 juin 1961 pour accélérer la formation d'enseignants et libérer les spécialistes actuels de leurs fonctions pédagogiques, indiquent le sérieux avec lequel on entend désormais, en URSS, mettre la science pure et ses applications non seulement au service de l'exploration cosmique, mais aussi à celui de la vie quotidienne. Il s'agit, en ayant recours aux techniques les plus révolutionnaires – automation et, demain, fusion nucléaire – de brûler les étapes qui séparent encore l'URSS des puissances les plus développées de l'Occident afin de consacrer en quelque sorte la « réussite » du communisme.

En effet, il apparaît d'ores et déjà que le problème de l'économie constituera en octobre 1961 le thème central des débats du 22^e congrès du Parti communiste de l'URSS *. L'objectif de ces assises, d'importance historique pour les dirigeants de l'URSS, est de promulguer un programme nouveau qui tracera les grandes lignes de la transition de la société socialiste actuelle au communisme intégral. Si le parti entend réaliser cette transformation graduellement, il la désirerait aussi effective que possible. Pour parvenir à cette transformation – l'Etat devenant le dépositaire exclusif des richesses nationales et le responsable unique de leur distribution – deux conditions doivent être remplies. Il faut créer un type d'homme nouveau, « citoyen modèle », prêt à tous les sacrifices et satisfait de son sort. Il faut aussi réorganiser les systèmes de planification, refondre les méthodes et moderniser les moyens de production afin d'obtenir l'abondance nécessaire tout en suppléant le cas échéant aux défaillances de la machine humaine.

C'est aussi pour cette raison que le plan septennal 1958–1965 prescrit qu'une grande partie de l'accroissement de l'investissement devra permettre d'abord une économie de main-d'œuvre. C'est pourquoi les directives du plan soviétique précisent bien que le taux élevé d'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre, qui résulte des avantages du régime socialiste de l'économie, de l'application très générale des techniques modernes, d'une vaste extension de la mécanisation et de l'automatisation, ainsi que de la compétence accrue des travailleurs, sera le principal facteur dont dépendra l'accroissement de la production ¹³.

* Rappelons que cette étude a été écrite en juillet. L'auteur n'a donc pas été en mesure de tenir compte des travaux de ce congrès. – *Réd.*

Il est de toute évidence que l'automatisation et l'automation faciliteront la production en séries et la baisse des prix de revient qui encourageront l'élargissement des débouchés. Or, à l'époque actuelle de pénurie de main-d'œuvre, l'Union soviétique a si bien compris les avantages qu'elle pouvait aussi tirer de cette nouvelle technique de production qu'elle a créé en 1956 un Ministère de l'automation: les entreprises industrielles, les instituts de recherche scientifique et les bureaux d'études s'appliquent aussi à automatiser toujours plus certains processus de fabrication. Plus de 2800 chaînes automatiques, semi-automatiques et mécanisées ont déjà été mises en service. Au moins 1300 chaînes de production automatiques fonctionnent: par exemple à Moscou, une usine produit 3500 pistons de moteur par jour avec 10 ouvriers au lieu de 160 auparavant, une boulangerie fabrique 250 tonnes de pain par jour avec 6 boulangers au lieu de 500; les fabriques de sucre de l'URSS peuvent transformer maintenant près de 60 000 t de betteraves par jour. Dans le complexe métallurgique de Magnitogorsk fonctionne un laminoir travaillant à la vitesse de 12 m à la seconde jusqu'à 700 t de bandes d'acier³³. Les ateliers d'assemblage de l'usine d'horlogerie de Moscou installeraient deux lignes automatiques qui seraient encore les seules qui existent au monde. Comme ailleurs, on cherche aussi le plus possible à rendre automatique certaines opérations ferroviaires, notamment celles qui sont effectuées dans les grandes gares de triage et de formation de trains de wagons de marchandises.

C'est tout cela qui a conduit M. F. Oulès, professeur à l'Université de Lausanne²⁰, à dire qu'« avec les progrès déjà réalisés dans l'automation et ceux qui sont en train d'être mis au point, la stratégie de M. Khrouchtchev dans la compétition économique Est-Ouest, dans quelques années, permettra à l'économie soviétique de prendre de vitesse, à l'improviste, les économies occidentales dans la fabrication des biens durables de consommation, lorsque l'industrie lourde et celle des machines automatiques auront fait suffisamment de progrès dans la Russie soviétique. La stratégie soviétique est semblable à celle d'un coureur intelligent qui prépare ses forces en s'entraînant et les réserve pour la fin de l'épreuve afin de pouvoir attaquer invinciblement. »

16. Le commerce et la consommation

On sait que le commerce intérieur² s'opère en URSS par des organes appartenant à chacune des trois catégories de propriété qui se partagent l'économie soviétique: le commerce étatique (66%) et le commerce coopératif (29%) qui forment à eux deux le secteur centralisé des ventes, et le commerce kolkhozien (5%) qui appartient au secteur individuel non centralisé. Sur ce dernier marché, les vendeurs sont soit des collectivités, soit des individus.

Le commerce de détail en URSS est actuellement en voie de développement et cet essor se manifeste dans de nombreux domaines: la socialisation du secteur commercial s'accuse, le volume des opérations s'élève, la structure des ventes devient plus complexe. Les prix, après des baisses successives, se stabilisent. L'expansion est surtout spectaculaire à la campagne. En regard de ces progrès, le réseau commercial reste pourtant insuffisant et ce retard alourdit la distribution de détail. D'ailleurs, cette rigidité du réseau commercial ayant peu évolué depuis 1940, la situation est surtout évidente pour les stocks dont le gonflement, faute d'une infrastructure commerciale suffisante, n'apporterait par de solution aux à-coups d'un mouvement de marchandises qui reste trop irrégulier.

Quant à l'évolution de la consommation², qui accuse un glissement du secteur urbain vers le secteur rural, l'examen par produit permet de remarquer, pour les produits alimentaires, que la consommation qui a le plus augmenté, à la campagne, est celle du sucre et de la confiserie, suivie de celle du poisson, des œufs et de la viande (tous des produits relativement onéreux), tandis que, à l'opposé, les farineux, les pommes de terre sont en progression moins rapide, voire en régression, notamment pour les céréales. Dans la consommation urbaine, le lait, les œufs, le sucre et la viande accusent les augmentations les plus fortes; la consommation des produits à base de farine s'accroît moins rapidement et celle des céréales est en plus forte régression qu'à la campagne. Pour les produits non alimentaires, les ventes sont plus importantes à la campagne pour les tissus, surtout les lainages, et les chaussures. Par contre, les vêtements, la bonneterie, les articles de ménage et les articles culturels continuent encore à être achetés surtout en ville. Pour l'ensemble des produits, alimentaires et non alimentaires, les progressions les plus fortes s'observent à la campagne. C'est ainsi qu'en 1958, par exemple, on notait que la campagne avait absorbé 36% des fonds de vente des montres, 40% de ceux des appareils de radio, 49% de ceux des machines à coudre, 6% de ceux des bicyclettes.

Dans la planification, les prévisions, au lieu de fixer des cadres rigides aux opérations commerciales, sont arrêtées désormais au départ avec une certaine marge de flottement. La souplesse ainsi introduite est conçue en fonction d'aléas imprévisibles de la réalisation des plans dans les autres secteurs de la planification. Il s'agit en particulier d'adapter le commerce de détail aux disponibilités diverses de la main-d'œuvre, des salaires distribués et de la demande, qui sont susceptibles d'écarts imprévisibles en début de période de planification.

17. Les transports, épine dorsale de l'activité économique

On raconte que le Moscovite n'est pas conscient du niveau de vie qui lui est offert parce qu'il n'a pas de point de comparaison avec

d'autres pays. Son isolement expliquerait tout. Si les voyages à l'étranger sont rares à cause des distances énormes à franchir ou pour d'autres motifs, je crois savoir que même les déplacements au-delà d'une zone de 40 km de Moscou sont soumis à une autorisation. Par exemple, dans les trois gares terminus de la place Konsomolskaia, soit les gares de Leningrad, de Jaroslavl et surtout de Kasan, j'ai vu, en particulier en fin de soirée, d'innombrables voyageurs, hommes, femmes et enfants, assis ou couchés sur les bancs d'immenses salles d'attente ou assis par terre dans les halls d'accès, avec leur balluchon, leurs valises, attendre, m'a-t-on dit, le timbre d'autorisation pour continuer le voyage. La raison de cette attente résiderait aussi dans le fait que le gouvernement accorde la priorité aux transports de marchandises au détriment de ceux des voyageurs³⁴. Edmond d'Estaing, membre de l'Institut, le rappelait aussi dans une émission de Radio-Paris à la fin de juin 1961. Il soulignait combien la médiocrité des correspondances, la rareté des trains de voyageurs, les longues attentes des gens dans les salles d'attente, d'ailleurs remarquablement nettoyées jusque dans les moindres corniches de leurs colonnes et de leurs plafonds, seraient toutes dues au fait que les horaires de trains de voyageurs sont alignés sur les nécessités des horaires des trains de marchandises.

Les chemins de fer assurent 75% du trafic des voyageurs, dont 10% sur la ligne Moscou-Leningrad (725 km), et chaque habitant effectue en moyenne 9 voyages par chemin de fer par an (43 en Suisse, 8 en Italie et au Portugal) sur une distance moyenne de 87 km (99 km aux Etats-Unis, 32 km en Suisse).

On laisse entendre²¹ que le centre de gravité économique de l'URSS se déplace petit à petit d'Ukraine en Sibérie, entre l'Oural et le fleuve Lena, région qui détient la majorité des ressources minières et de l'énergie hydro-électrique nécessaires à la nation. C'est pourquoi les géologues soviétiques vouent à ces régions une attention particulière, car de leurs travaux dépendra le succès des efforts que l'URSS s'impose pour pouvoir accéder dans dix ou quinze ans à la première place dans le rang des pays industriels. Il faut remarquer que chaque fois que les Soviets investissent 100 roubles, il y en a en effet presque la moitié pour la Sibérie.

Dans tous les pays du monde, du développement des voies de pénétration dépend l'accroissement de l'industrie et de la densité démographique. Celle-ci est à peine supérieure à un ou deux habitants dans les régions soviétiques du Nord-Est, augmente à vingt habitants par kilomètre carré le long de la ligne du chemin de fer transsibérien. La rigueur du climat russe et l'absence de pierre dure opposent un obstacle insurmontable à la construction d'un réseau routier développé. Les routes, partout encore rares et difficilement praticables en hiver (7 km par 100 kilomètres carrés, alors qu'il y en a 123 km en Suisse), les voies navigables restant gelées six à huit

mois par an (même densité qu'aux Etats-Unis: environ 6 km par kilomètre carré), la première mesure qui s'imposait était donc pour l'URSS de moderniser et d'étendre le réseau ferroviaire. Les chemins de fer russes, dont 10% sont électrifiés, comptent 126 000 km, soit environ 6 km par 100 km² (125 km en Suisse) et occupent plus de 2 millions d'agents, soit les deux tiers de l'effectif de tous les chemins de fer de l'Europe occidentale.

Le plan prévoit¹³ d'augmenter ce réseau de 7,3% jusqu'en 1965, soit de 9200 km, en particulier dans les régions orientales où les lignes seront prolongées même de 19%; pour fixer les idées, je dirais que cela correspond à la construction, chaque année, de 1300 km, c'est-à-dire plus de trois fois la distance de Genève à Rorschach ou quatre fois celle de Bâle à Chiasso.

La part des recettes du trafic-marchandises dans le budget total des chemins de fer russes est de 91% (85% aux Etats-Unis, 50% en Suisse). Mais il ne faut pas oublier que les chemins de fer russes transportent 85% des marchandises (dont les trois quarts seulement pour un tiers du réseau) sur un parcours moyen de 820 km (750 km aux Etats-Unis et au Canada, 240 km en Suède et en Pologne, 140 km en Suisse). Ce parcours moyen diffère selon les produits: il varie de 330 km pour les matériaux de construction à 1310 km pour les produits pétroliers. Et les trois quarts du trafic-marchandises concernent les transports de charbon, d'hydrocarbures, de produits métallurgiques, de bois et de matériaux de construction. La progression du trafic ferroviaire, de 8% par an, corrobore la validité du taux de croissance de l'économie soviétique. Les chemins de fer transportent annuellement non seulement le plus grand tonnage kilométrique global, mais également le plus fort par kilomètre de ligne exploité:

	Tonnes-kilomètres (1959)		
	En tout Milliards	Par km exploité Millions	Par 1000 agents
URSS	1429	11,34	72
Etats-Unis	805	2,26	96
Canada	95	1,41	56
France	53	1,40	149
Allemagne occidentale . . .	50	1,59	105
Italie	14	0,87	92
Suisse	4	1,22	89
(Europe occidentale)	(820)		

En revanche, les chemins de fer russes n'ont pas atteint le record par mille agents occupés. La productivité du travail devrait encore augmenter.

Une intensification de l'électrification des lignes doit accroître la capacité des trains du Transsibérien et la charge de transport

des produits pétroliers sera allégée grâce à la construction de deux nouveaux oléoducs parallèles.

Malgré les efforts du gouvernement pour empêcher certains transports excessifs, la distance moyenne de transport par rail demeure élevée (820 km). La recherche d'une utilisation intensive des wagons (par des frais élevés de stationnement des wagons et par des primes de manutention) oblige à réduire autant que possible les distances de transport pour les produits pondéreux nécessaires à l'industrie lourde et par conséquent à diminuer la rotation moyenne des wagons, qui est deux fois plus grande (6,2 jours) que celle des wagons en Suisse et cependant pour des parcours moyens six fois plus longs.

L'œil occidental est surtout frappé par la vision d'immenses trains de marchandises remorquant des wagons de plus de 60 t comportant tous, comme les voitures de voyageurs, l'attelage automatique. L'Union internationale des chemins de fer, qui groupe toutes les administrations ferroviaires d'Europe, et de nombreux syndicats européens de cheminots cherchent depuis assez longtemps, pour accroître la sécurité du personnel, à faire admettre aussi en Europe l'attelage automatique, ce qui nécessitera de multiples adaptations d'unification technique des attelages, problème qui ne pose évidemment aucune difficulté à un chemin de fer exploité en régime planifié. L'industrie russe produit déjà maintenant de nouveaux véhicules de 90 à 100 t avec six essieux. On procède d'ailleurs en URSS à une reconversion technique radicale des transports ferroviaires par l'augmentation de la capacité des wagons, par l'électrification, la dieselisation, l'automatisation et la télécommande.

Par exemple, la première installation expérimentale de freinage automatique a été mise en service en 1958 à la gare de Lossinoostrovskaja, près de Moscou. La zone de débranchement comporte trois étages de freins de voie: le premier se trouve au bas de la bosse avant la première aiguille; le deuxième est situé à peu près au milieu de la zone des aiguilles et le troisième remplace l'opération de blocage définitif qui se faisait jusqu'alors au sabot d'enrayage. Outre un radar et des détecteurs électriques, cette installation comprend une calculatrice électronique qui reçoit par l'intermédiaire de mémoires des renseignements portant, d'une part, sur le profil de la ligne, les limitations de vitesse, les paramètres locaux, d'autre part, sur les caractéristiques d'effort de traction et de freinage et, enfin, à chaque instant pendant la marche, sur la vitesse et le chemin parcouru. En possession de ces données, la calculatrice détermine le meilleur « plan de marche » et règle la marche des wagons en fonction de ce plan. Le rôle du mécanicien se limite à la surveillance des appareils et de la ligne.

La gare de Nijnednéprovsk traite automatiquement de cette manière 6000 wagons par jour dans son centre électronique de triage. A titre de comparaison, les gares de triage électronique de Conway

(Pennsylvanie) et Villeneuve-Saint-Georges (France) en traitent 4500 à 5000 par jour. On étudie d'ailleurs en Union soviétique un système d'automatisation complète de toutes les opérations de triage qui augmentera de 50% le débit des buttes de triage et améliorera les conditions de travail et de sécurité.

Je rappelle à ce sujet qu'aux Etats-Unis ²², avec le débranchement d'un wagon toutes les douze secondes, les mêmes installations électroniques permettent de réduire la durée et les frais de triage de plus de 50%, d'accélérer de deux à vingt-quatre heures le mouvement des trains de toute une zone de trafic, de gagner plus de douze heures de rotation des wagons, d'amortir une telle installation en trois ans. Jusqu'à 1965, le degré d'électrification et de dieselisation des transports de marchandises passera de 44% (1960) à 87% ²³.

Les régions orientales ¹³ de l'Union soviétique renferment plus des neuf dixièmes des gisements houillers, presque toute la potasse et l'amiante, tous les gisements de diamant, les quatre cinquièmes des ressources hydro-électriques et des forêts et une bonne partie des gisements de bauxite, de cuivre, de phosphate et de tourbe. De plus, les combustibles et l'énergie potentiellement disponibles sont répartis assez uniformément sur l'ensemble du pays pour ne pas freiner l'exploitation de ces ressources. Mais il faut les transporter.

Il semble ¹³ que l'on commence même à subventionner les transports de marchandises en prélevant sur les recettes du trafic des voyageurs. Le tarif du charbon, du coke et du minerai (un tiers du tonnage) serait inférieur au prix de revient, alors que les tarifs des fers et des produits laminés se situeraient au même niveau et que les autres produits devraient supporter un tarif supérieur au prix de revient, atteignant même plus du double en ce qui concerne le sucre.

Les tarifs sont en tout cas tous différenciés selon l'importance des marchandises en fonction des nécessités de la collectivité. En 1959, il y avait 36 tarifs normaux et 84 tarifs spéciaux, dont 15 étaient prohibitifs, c'est-à-dire 20 à 25% plus cher et destinés à reporter certains trafics sur la navigation fluviale et à décharger ainsi des lignes ferroviaires. Les tarifs-marchandises sont aussi dégressifs avec l'augmentation de la distance. Ils sont très chers sur les premières distances et descendent à moins de 50% dès 150 km, pour atteindre à 3000 km 20 à 30% pour les matières premières et les produits semi-finis et 25 à 60% pour les produits finis. C'est donc essentiellement une tarification dite ad valorem, telle que celle qu'applique la plupart des chemins de fer européens et également les chemins de fer suisses.

L'implantation des centres de production en URSS est aussi influencée, mais à un degré moindre que dans les économies de marché, par les subventions indirectes que constituent les réductions

des tarifs de transport de marchandises. C'est ainsi qu'en 1960 une réduction de 25% sur les tarifs normaux était accordée pour le charbon provenant des bassins houillers où l'extraction et les expéditions ont commencé après le 1^{er} janvier 1952. Le charbon des gisements du Kouzbass en Sibérie est expédié sur 2350 km de distance dans l'Oural, tandis que le minerai de fer de l'Oural est transporté comme fret de retour dans les mêmes wagons sur la région métallurgique de Kouznietzke dans le Kouzbass. On cherche aussi au moyen des tarifs à réduire les transports irrationnels: par exemple en rendant le tarif prohibitif par une majoration de 50% pour les bois expédiés sur une distance de plus de 500 km.

Les tarifs-marchandises sont relativement bas par rapport aux nôtres, mais relativement hauts par rapport aux prix de vente des produits là où ils doivent mieux couvrir les frais de revient en faveur des matières premières indispensables à l'économie: par exemple de Moscou à Minsk (700 km), les tarifs sont les suivants par tonne-kilomètre pour quelques marchandises:

	Carreaux en céramique	Ciment	Aciers pour la construction	Radiateurs
En roubles par tonne	29,56	24,36	22,28	22,28
En pour-cent du prix de vente	19%	15%	24%	24%
En kopecks par tonne-kilomètre	4,22	3,48	3,18	3,18

Cette péréquation tarifaire entre les marchandises de valeur élevée pouvant mieux supporter les frais de transport et les produits pondéreux de moindre valeur, dont il faut encourager les transports sur certaines distances données, n'est intégralement possible qu'en économie planifiée des transports. Malheureusement, les pays occidentaux connaissent de moins en moins ce système en raison de la concurrence anarchique et irrationnelle que se font les moyens de transport et que les législations nationales sont incapables de régler. C'est ce qui explique en Europe la réduction progressive de l'éventail des classes de tarifs ferroviaires par l'abaissement des tarifs pour produits finis et l'augmentation des tarifs pour matières premières. Les industries européennes en subiront toujours plus les conséquences défavorables.

Enfin, en URSS, le grand essor du trafic ferroviaire sous régime de la température dirigée⁴¹ date des années qui ont suivi la dernière guerre mondiale. Cet essor est une conséquence du développement de l'infrastructure ferroviaire et de la mise en valeur de territoires agricoles très éloignés des grands centres industriels. De plus, la conception de l'économie des transports en Union soviétique est telle que les chemins de fer sont à l'abri d'une compétition avec les transports routiers. En URSS, la coordination entre le développement des parcs et l'évolution des besoins se fait dans le cadre du plan. L'importance du marché intérieur, les distances

considérables entre les lieux de production et de consommation ont conduit les chemins de fer soviétiques à adopter la solution des trains frigorifiques. De 1952 à 1959, ont été construits 75 trains de 23 véhicules destinés aux longs parcours (Vladivostok–Moscou, Ukraine–Vladivostok). Des compositions plus petites et pouvant être incorporées aux trains normaux ont également été construites pour les distances plus modestes. Par ailleurs, l'économie russe disposerait de plus de 60 000 wagons réfrigérants ordinaires.

(A suivre.)

Emigration

Avec l'accroissement constant du nombre des travailleurs étrangers en Suisse, on a tendance à oublier qu'un certain nombre de nos compatriotes émigrent chaque année ou sont installés depuis longtemps à l'étranger, souvent dans les pays d'outre-mer.

Le *Bulletin d'information* de l'Office fédéral de l'industrie des arts et métiers et du travail, dans son numéro d'août 1961, rappelle fort opportunément qu'au cours de l'année dernière 10 611 citoyens suisses ont émigré vers différents pays d'Europe (9565 en 1959), alors que 9125 de nos compatriotes sont rentrés dans le pays au cours de la même période (8857 un an auparavant). Cela représente donc pour l'année 1960 un excédent de 1486 émigrants sur les rentrés au pays (708).

Durant cette même année 1960, 3035 citoyens suisses ont émigré vers des Etats d'Amérique (2497). Le nombre de nos compatriotes rentrés au pays de cette même région est de 2600 (2010). Il y a donc eu un excédent de 435 émigrants durant l'année dernière.

Le nombre des émigrants en Afrique en 1960 était de 799 (813) pour 1176 compatriotes rentrés au pays (949). Dans ce cas, ce sont les concitoyens rentrés au pays qui sont en excédent de 377 sur les émigrants.

Le même phénomène se répète en Asie, où le nombre des émigrants était de 607 (522) et le nombre des compatriotes rentrés au pays de 619 (620). Ce qui représente un excédent de 12 personnes rentrées au pays en 1960.

L'image est différente en ce qui concerne l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Océanie, où l'on enregistrait 455 émigrants en 1960 (418) pour 145 rentrés au pays (134), ce qui représente un excédent de 310 émigrants.

Le total général des émigrés suisses en 1960 est de 15 507 (14 265) pour 13 665 compatriotes rentrés au pays (12 570). Ce qui représente un excédent de 1842 émigrés pour l'année dernière.

Afin de compléter cette image de l'émigration suisse dans le monde, nous reproduisons encore la statistique suivante :